

S O M M A I R E

COMITÉ DE RÉDACTION

Paul ALBA

Olivier APPERT

Antoine AYOUB

Denis BABUSIAUX

Georges BOUCHARD

Jean-Marie BOURDAIRE

Xavier BOY de la TOUR

Bertrand CHATEAU

Jean-Marie CHEVALIER

Jean COIFFARD

Jean-Marie DAUGER

Claude DESTIVAL

Geneviève EPSTEIN

Anne-Marie EPSTEIN

Achille FERRARI

Dominique FINON

Jean-Romain FRISCH

Marie-Anne FRISON-ROCHE

Michel GRENON

Pascal LOROT

Jean Marie MARTIN

François MOISAN

Jean-Eudes MONCOMBLE

Jacques PERCEBOIS

Derek RILEY

Michel VALAIS

ÉTUDES

493

Dilemmes et options du Mexique face à l'OPEP

par Angel de la VEGA NAVARRO,
professeur de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM)

503

Libéralisation des marchés électriques et choix d'investissement en production

par Benoît ESNAULT, chargé de recherche - Centre de Géopolitique de l'Énergie
et des Matières premières - Université Paris IX Dauphine

513

Émissions de CO₂ de la branche énergie en 1996-1999

par Louis MEURIC, adjoint au secrétaire général de l'Observatoire de l'Énergie

517

Production de carburants à très faible teneur en soufre et progrès technique du raffinage

par Raymond SZYMANSKI et Colin BAUDOIN, Centre de Résultats
Raffinage - Pétrochimie de l'Institut Français du Pétrole

COMPTE-RENDU

523

Cycle de conférences de politique énergétique CGP/DGEMP

« Impact des politiques et mesures destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre »

par Pierre-Noël GIRAUD, directeur du CERNA
et Roger GUESNERIE,
professeur au Collège de France, membre du Conseil d'Analyse Économique

528

NOTES DE LECTURE

de Jean-Marie MARTIN, IEPE - Grenoble

ACTUALITÉS

534

Profiles énergétiques ENERDATA®: Jamaïque

535

Faits et travaux du mois

par Nathalie GLOT-SANCHEZ, Économiste consultante

555

L'agenda

REVUE DE
L'ÉNERGIE
53^e ANNÉE

N° 539

SEPTEMBRE
2002

DILEMMES ET OPTIONS DU MEXIQUE FACE À L'OPEP

PAR ANGEL DE LA VEGA NAVARRO (*)

Professeur de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM)

Cet article révèle un déplacement de l'analyse : de la cohésion interne entre les membres de l'OPEP à la coordination avec certains pays non-OPEP, dont le Mexique. Les fluctuations des prix internationaux ayant des répercussions immédiates sur l'économie de ce pays, ce sont les préoccupations du court terme qui s'imposent. Ayant compris que les baisses radicales des prix s'expliquent en bonne partie par les difficultés de la coopération entre l'OPEP et les exportateurs non-OPEP, le Mexique coopère formellement avec cette organisation, en particulier depuis 1998. Cependant, concernant l'expansion des capacités de production, il se situe à contre-courant des pays de l'OPEP, lesquels ont procédé à une ouverture systématique aux compagnies pétrolières internationales. Cela relève de logiques et de facteurs qui lui sont propres, mais des conséquences sont à prévoir. Concernant PEMEX, au delà des problèmes concrets auxquels elle se voit confrontée – tel le remplacement adéquat de ses réserves – c'est le défi d'une stratégie de survie minimale qui se pose de façon urgente, en particulier concernant ses relations fiscales avec le gouvernement.

L'étude des relations du Mexique avec l'OPEP est intéressante, car elle révèle un déplacement du débat : de la nécessaire cohésion interne entre les membres de cette organisation à la coordination tacite avec certains pays exportateurs non-OPEP (1). Pour pouvoir maintenir son influence régulatrice sur les prix, l'OPEP doit maintenant se coordonner avec certains pays qui ne sont pas membres de cette organisation. Parmi ces derniers se trouve le Mexique, important producteur et exportateur de pétrole disposant d'une économie relativement diversifiée et engagée dans un processus d'intégration à l'économie des États-Unis.

En 2001, pour ce qui concerne le pétrole brut, les réserves prouvées du Mexique (26,9 milliards de barils) ont occupé la deuxième place dans l'hémisphère occidental, après celles du Venezuela ; sa production s'est élevée à 3,0 millions de b/j, ce qui le situe à la cinquième place mondiale avec 5 % du total (2), et il a exporté autour de 1,6 million de b/j, dont près de 1,4 vers les États-Unis (85 %). Avec ce niveau d'exportations, le Mexique se situe à la 10^{ème} place parmi les plus importants exportateurs du monde et à la 3^{ème} place parmi les exportateurs non-OPEP, après la Russie et la Norvège.

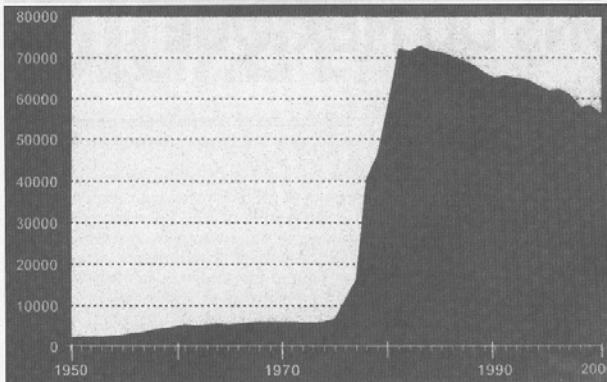
Par rapport à d'autres pays exportateurs en voie de développement, le Mexique a un

(*) Professeur à l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM). Ce travail s'est enrichi des informations recueillies au cours de deux courts séjours de recherche au siège de l'OPEP à Vienne et à l'Institut d'Économie et Politique de l'Énergie (IEPE/CNRS), au cours de l'été 2002. L'auteur a bénéficié de discussions avec Bernard MOMMER, Catherine LOCATELLI et Sadek BOUSSENA, ainsi que des commentaires détaillés de Jean-Marie MARTIN et de Bernard BOURGEOIS. Tout en leur adressant ses remerciements, il assume l'entière responsabilité de cet article.

(1) Nous utiliserons cette expression car elle est assez généralisée. Certains auteurs préfèrent parler des Independent Petroleum Exporting Countries (IPEC), une dénomination qui comprendrait l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, la Chine, la Colombie, l'Égypte, le Kazakhstan, la Malaisie, le Mexique, la Norvège, l'Oman, la Russie et le Yémen. Cf. I.A.H. ISMAIL [1998].

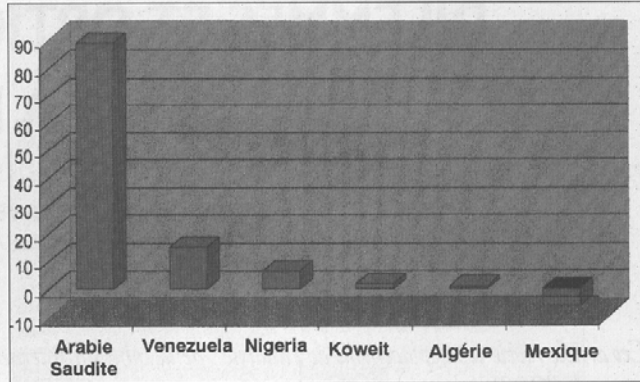
(2) Si on prend en compte les liquides du gaz naturel, le Mexique a produit 3,56 millions de b/j en 2001. Cf. ENI, Annual World Oil and Gas Review, juillet 2002.

GRAPHIQUE 1 : Réserves d'hydrocarbures au Mexique
(millions de barils de pétrole brut équivalent)



Source: PEP (PEMEX Exploration et Production). Cf. G. Dominguez Vargas (2002).

GRAPHIQUE 2 : Croissance dans les réserves de brut 1989-2000
(millions de barils)



Source: Instituto Mexicano del Petróleo (Gerencia de Planeación Estratégica).

niveau important de consommation interne de pétrole basé sur une capacité de raffinage de 1,56 million de b/j. En 2001 les exportations nettes des pays membres de l'OPEP se sont élevées en moyenne à plus de 80 % de leur production totale de pétrole, alors que pour le Mexique ce pourcentage ne dépasse pas 50 %. Autres traits qui distinguent le Mexique des pays exportateurs « classiques » : le pétrole représente seulement entre 2 et 3 % du PIB et environ 8 % des exportations totales. Depuis 1986, ce sont progressivement les exportations non pétrolières qui sont devenues prédominantes. De ce point de vue, il y a eu, en effet, une certaine « dé pétrolisation » de

l'économie mexicaine, par rapport à la situation créée lors du « boom » éphémère de la fin des années 1970.

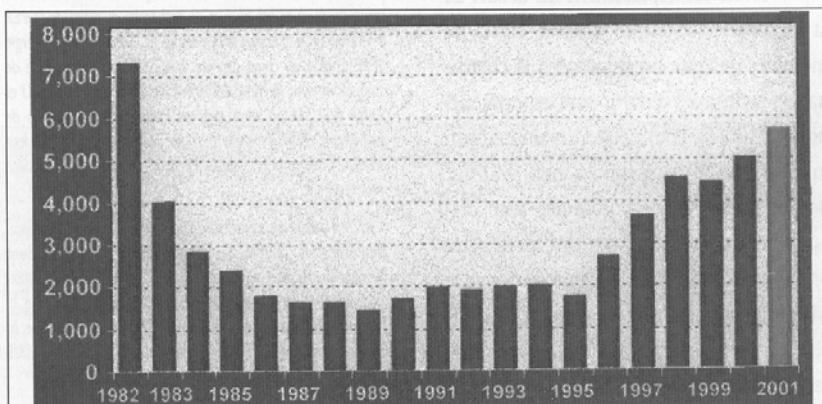
Cependant, le Mexique doit faire face à de sérieux problèmes qui sont devenus plus aigus au cours des années récentes :

— les réserves de pétrole diminuent régulièrement depuis 1992 (graphiques 1 et 2) (3), à cause des nouvelles méthodes de calcul qui leur accordent maintenant une durée de 22 ans au lieu de 45 ans en 1990 et surtout de l'insuffisance des investissements en E&P, même si ces derniers ont commencé à augmenter, après la chute intervenue entre 1983 et 1985 et la stagnation qui a eu lieu entre 1985 et 1995 (graphique 3);

— le dynamisme du marché interne et les retards de modernisation des raffineries de PEMEX se sont traduits par des importations de produits pétroliers qui ont atteint des pourcentages importants par rapport à la consommation totale, laquelle, par ailleurs, ne cesse d'augmenter (graphique 4). Pour sa consommation interne le Mexique importe: 11 % du gaz naturel; 29 % du GLP; 26 % de l'essence et 20 % du fuel oil;

— ces dernières années PEMEX a fait des progrès dans l'amélioration technologique de ses six raffineries, mais elle dispose encore d'une capacité insuffisante de raffinage de son brut principal, le maya (4), dont la production atteint environ 60 % du total. Les importations d'essence sont à mettre en relation avec ces insuffisances;

GRAPHIQUE 3 : « PEMEX-Exploration et Production » Investissement
(millions de dollars, prix 2001)

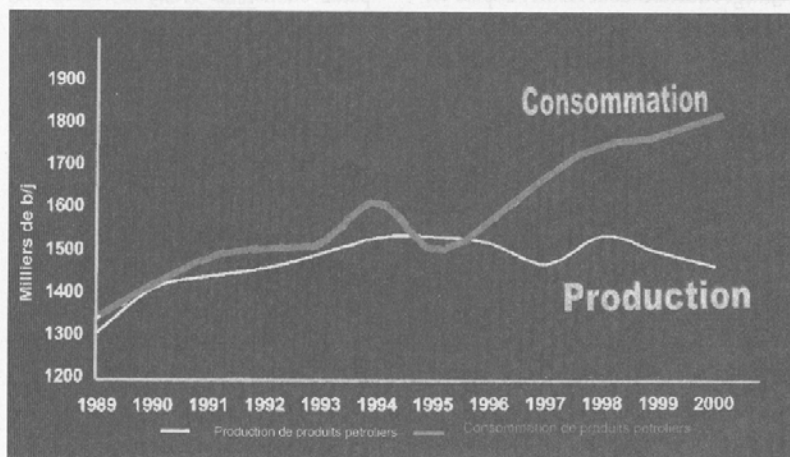


Source: Pemex Exploración y Producción. PEP est la filiale de Pemex qui s'occupe des activités d'E&P. Cf. G. Dominique Vargas (2002).

(3) Les graphiques 1 à 4 ainsi que le tableau 1 se trouvent en annexe.

(4) En 1993, Pemex a mis en route un joint-venture (50-50) avec Shell concernant une raffinerie située à Deer Park, Texas. Cette opération avait pour but d'acquiescer une source sûre d'importations d'essence tout en assurant un débouché au brut lourd de Pemex. Cette année-là cette raffinerie traitait environ 230 000 b/j de brut, mais suite à un projet d'expansion terminé en 2001 sa capacité actuelle est de 340 000 b/j. Au cours de ces années non seulement la capacité a augmenté, mais aussi cette raffinerie s'est reconvertie du « light, low-sulfur "sweet" crude oil to a less expensive heavy, high-sulfur "sour" crude oil ». Pemex lui envoie plus de 200 000 b/j de ce dernier brut.

GRAPHIQUE 4: Mexique: production et consommation de produits pétroliers



Source: Secretaría de Energía (ministère de l'Énergie du Mexique)

— la question du remplacement des réserves, ainsi que les autres retards et insuffisances signalés, sont à mettre en relation avec la charge fiscale que doit supporter PEMEX. Celle-ci est supérieure, selon certaines estimations, aux 61 % des revenus bruts de cette entreprise publique et elle est supérieure aussi à ses profits avant paiement des droits et impôts. Ainsi que l'affirme Adrian Lajous, ancien PDG de PEMEX (1995-1999): « Selon les définitions et conventions comptables utilisées, le taux d'imposition sur les profits s'est trouvé ces quatre dernières années entre 108 et 118 % » (5);

— les exportations continuent d'être composées fondamentalement de pétrole brut, une situation qui place le Mexique derrière

ses concurrents, comme le Venezuela, qui ont des exportations plus diversifiées (tableau 1). Le Mexique possède une compagnie nationale verticalement intégrée, mais cela n'est vrai qu'à l'intérieur de ses frontières: PEMEX ne s'est jamais donnée comme objectif de le devenir, par exemple, sur le marché des produits d'un aussi important consommateur et importateur que les USA, son voisin et partenaire dans l'ALENA (6). Le Mexique est un exportateur de pétrole brut dont les exportations s'orientent massivement vers les États-Unis.

Au vu des données et des enjeux précédents, la politique pétrolière est pour le Mexique une pièce importante de son dispositif de politiques publiques, autant internes que concernant son insertion internationale.

Dans ce travail nous nous centrerons sur les exportations de pétrole, lesquelles, malgré le fait qu'elles occupent une place décroissante et relativement réduite dans les exportations totales du Mexique, continuent de jouer un rôle important dans la gestion macro-économique du pays, dans le marché de changes et dans le service de la dette. Une chute des prix du pétrole est immédiatement ressentie au niveau des finances publiques – comme cela s'est passé de façon dramatique en 1986 et, plus récemment, en 1998 – car les revenus provenant des exportations pétrolières continuent d'avoir une place très importante dans les revenus fiscaux totaux. En effet, au cours des années récentes, les revenus fiscaux en provenance du pétrole ont représenté plus d'un tiers des revenus du gouvernement fédéral, ce qui rapproche le Mexique des situations que connaissent les pays pétroliers « classiques ».

Du point de vue des relations internationales, les exportations de pétrole sont aussi importantes pour le Mexique car, par ce biais, il est concerné par le fonctionnement du marché pétrolier, d'où la nécessité d'entrer en relation autant avec les pays exportateurs qu'importateurs et avec d'autres acteurs importants de la scène pétrolière. Par ailleurs, compte tenu de la place qu'a le pétrole dans le bilan énergétique mondial et dans les échanges internationaux, un pays comme le Mexique qui le possède et l'exporte peut en profiter pour améliorer son positionnement dans l'économie mondiale.

TABLEAU 1: Origine des importations 1999
(milliers de tonnes métriques)

	Crude	Gasoline	Gasoil	Fuel Oil	Kerosene	Other	Total
Venezuela	75 559	4 874	2 950	2 571	1 441	2 360	89 755
Saudi Arabia	73 616	1 928	302	10	73	0	75 929
Canada	64 911	2 603	3 810	1 028	289	1 313	73 954
Mexico	64 518	398	0	759	175	1 538	67 388
Iraq	37 212	0	0	0	0	0	37 212
Nigeria	34 895	94	121	160	0	11	35 281
Others	142 814	11 005	2 074	6 897	3 129	8 752	174 671
Total	493 525	20 902	9 257	11 425	5 107	13 974	554 190

Source: OECD/IEA, Oil Supply Security, Paris 2001, 370 p.

(5) Adrián LAJOUS [2002], p. 2. Notre traduction de l'espagnol (AVN). Selon cette même source, l'industrie pétrolière a payé, en 2001 seulement, 21,1 milliards de dollars en impôts directs et 14,5 milliards en impôts indirects, c'est-à-dire un total de 35,6 milliards de dollars. M. Lajous est actuellement président de l'Oxford Institute for Energy Studies.

(6) En espagnol TLCAN (Tratado de Libre Cambio de América del Norte); NAFTA en anglais (North America Free Trade Agreement).

Sur le marché pétrolier international le Mexique se trouve face à un dilemme: coopérer avec les autres pays exportateurs, notamment avec les membres de l'OPEP, ou avec les pays importateurs, en particulier avec les USA, dont il est le voisin, l'un de ses principaux partenaires commerciaux et participant dans l'ALENA (7). S'il coopère avec les premiers, en les suivant par exemple dans une politique de réduction de la production ou des exportations, il peut bénéficier des prix intéressants qui peuvent en résulter (8). S'il préfère tirer profit de sa proximité avec les États-Unis pour mettre sa capacité de production et ses exportations à la disposition de ce pays, y compris aux risques de contribuer à une surproduction, probablement il peut s'attendre à une plus grande compréhension sur d'autres problèmes de l'agenda bilatéral: migration, commerce, « narcotrafic ».

Ce sont des aspects de ce dilemme qu'il s'agit d'analyser, dans le but d'explorer les marges de manœuvre du Mexique et la voie probable qu'il suivra dans l'avenir, compte tenu de ses intérêts et contraintes. Nous nous centrerons sur les prix, en faisant un bref historique et en abordant ensuite le rôle que le Mexique a joué récemment dans le marché pétrolier international et les raisons qui ont guidé ses positions vis-à-vis de l'OPEP. Ce sont en effet des optiques et des analyses de court terme centrées sur les prix qui ont prévalu dans le traitement des relations avec l'OPEP. Nous poursuivons notre étude en nous interrogeant sur les implications que le mouvement généralisé de privatisation de l'amont des pays membres de cette organisation a pour le Mexique, en tant que pays exportateur. Il ne faut pas oublier que ce pays reste encore fermé aux intérêts étrangers et qu'il est fort possible qu'à terme autant sa capacité de production que celle d'exportation ne suivent pas le rythme imposé par la compétition internationale dans laquelle sont entrés autant les pays OPEP que des pays exportateurs non-OPEP. En ce moment même on reconnaît

d'un point de vue officiel que « le principal avantage structurel dont PEMEX dispose est qu'elle opère avec des coûts relativement bas », son coût moyen de production par baril de pétrole brut équivalent étant de 4,63 dollars (9).

Les pays exportateurs, membres ou non de l'OPEP, qui ont accepté la nouvelle donne internationale, ont avancé sur la voie de l'ouverture aux compagnies pétrolières internationales en se voyant imposer ou en assumant les multiples implications institutionnelles, fiscales ou autres de ce processus. Augmenter radicalement leurs capacités de production pour jouer un rôle sur le marché international n'était pas envisageable sans ouvrir leurs portes aux compagnies pétrolières. Au Mexique s'élèvent des voix dans ce même sens, les yeux fixés sur l'expansion future du marché américain et sur l'objectif stratégique des États-Unis de ne pas trop dépendre du pétrole du Moyen-Orient. Des inquiétudes se manifestent sur le rôle de la Russie dans le cadre d'une alliance stratégique avec les USA dans le domaine énergétique: quelles implications pour le Mexique, pris entre les dynamiques de l'Amérique du Nord et celles de l'OPEP? Le Mexique aura-t-il jamais la possibilité de définir une stratégie claire dans sa relation avec les pays exportateurs? Sera-t-il toujours à la merci des va-et-vient de la conjoncture, de ses besoins fiscaux, des pressions extérieures?

I. — LES RELATIONS ENTRE LE MEXIQUE ET L'OPEP CONCERNANT LES ÉVOLUTIONS DES PRIX

C'est depuis la seconde moitié des années 1970, quand le Mexique est revenu au marché international, qu'il s'est vu confronté au dilemme que nous avons évoqué précédemment. Depuis cette époque, les mêmes questions reviennent périodiquement:

entrer ou ne pas entrer dans l'OPEP, faire partie ou non de l'AIE, se subordonner entièrement aux besoins des USA ou suivre les pays exportateurs, même en n'étant pas membre de cette organisation. À première vue on peut penser que le Mexique a maintenu une position équilibrée entre les uns et les autres: il n'est membre ni de l'OPEP ni de l'AIE, il exporte 85 % de ses exportations de brut aux États-Unis, mais il a maintenu, après avoir fait cavalier seul entre 1976 et 1982, une certaine coordination avec l'OPEP qui à certains moments ressemble à une coopération étroite.

En fait, des périodes d'un rapprochement intense avec les USA ont été suivies par d'autres où la relation avec les pays exportateurs a trouvé une place plus importante. En 1998-1999, par exemple, la balance a penché du côté de ces derniers. Pressé par une baisse prononcée des cours du pétrole, le Mexique a développé des contacts avec des pays exportateurs pour prendre des mesures en vue d'ordonner le marché. Une situation semblable s'est présentée à la fin de 2001 montrant bien que ces dernières années la baisse des prix est souvent due à la difficile concertation entre les pays de l'OPEP et les non-OPEP.

(7) Les États-Unis sont pour le Mexique le principal partenaire commercial et la principale source d'investissement direct (environ 50 % du total proviennent de ce pays). Le Mexique est le deuxième importateur de biens des États-Unis et 80 % de ses exportations totales se dirigent vers ce pays.

(8) Il peut en bénéficier aussi, en passager clandestin, sans participer aux réductions d'output de l'OPEP.

(9) Raúl Muñoz Leos, PDG de Pemex, discours devant l'Académie Nationale d'Ingénierie, Mexico, 31 août 2001. Selon ce haut responsable, ce même coût serait pour Royal Dutch/Shell de 6,49, pour BP/Amoco de 7,62 et pour Exxon/Mobil de 8,65 dollars.

I. 1998-2000: une OPEP élargie de fait?

Fin 1997 on ne pariait pas beaucoup sur l'OPEP et ses possibilités de renverser la chute des prix: les pays membres agissaient chacun de leur côté et dépassaient allégrement les quotas fixés. On se posait des questions non seulement sur l'avenir de l'OPEP mais aussi sur la rationalité et la sagesse de ses membres. En novembre 1997, ils avaient pris la décision d'augmenter les quotas de production à un moment où avait éclaté déjà la crise asiatique qui avait provoqué une réduction importante de la demande pétrolière dans l'une des zones les plus dynamiques de l'économie mondiale. De fait, la demande mondiale de pétrole a diminué légèrement en 1998 alors que l'offre de pétrole augmentait autant dans les pays non-OPEP que dans des pays membres de l'OPEP comme le Venezuela.

Au début de 1998 le « mélange mexicain d'exportation » se trouvait au dessous de 10 dollars, alors qu'entre 1995 et 1997 les bruts mexicains étaient cotés autour de 17,49 dollars le baril. Au cours de l'année 1998, en effet, la chute des prix a été telle qu'il est arrivé au Mexique de vendre son pétrole à 7 dollars, provoquant ainsi une chute de la valeur des exportations de 40 % environ par rapport à l'année précédente. Les impacts ont été significatifs en particu-

lier sur les finances publiques: le Gouvernement a fait des coupes budgétaires proches des 3 milliards de dollars et les dépenses de fonctionnement et d'investissement de PEMEX ont été réduites. C'est précisément dans le contexte d'une organisation très affaiblie que le gouvernement mexicain s'est rapproché de l'OPEP pour arriver à des accords afin d'établir une discipline concernant les quantités produites et/ou exportées entre les pays membres de cette organisation et des non-OPEP. Résultat: les prix se sont élevés de manière appréciable tout au long de l'année 1999. Après les réductions concertées avec l'OPEP, les prix ont augmenté et le gouvernement mexicain s'est trouvé avec un excédent de plus de trois milliards de dollars au cours de l'année 2000, par rapport aux prévisions budgétaires.

Avec l'arrivée au Mexique, le 1^{er} décembre 2000, d'un nouveau gouvernement en rupture avec 70 ans de pouvoir du PRI (10), les vents semblaient tourner de nouveau vers un plus grand rapprochement avec les USA en matière pétrolière, et énergétique en général. De fait, la nouvelle administration a décidé de réexaminer les décisions de l'OPEP concernant les niveaux de production avant de définir sa position, en tenant compte en particulier des effets sur l'économie américaine. Mais, dès la fin 2001 le Mexique avait repris le chemin d'une coordina-

tion avec les pays producteurs, surtout à cause de l'aggravation de sa situation économique interne.

2. La chute des prix en 2001 et la reprise de la concertation OPEP/non-OPEP.

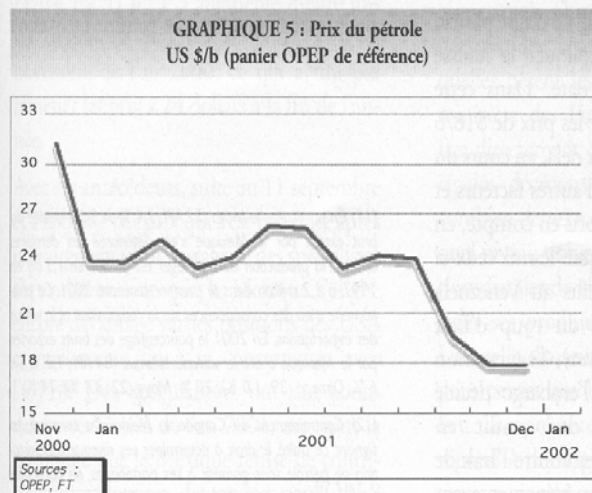
Au courant de l'année 2001 la confirmation a été donnée que les

mesures prises uniquement par l'OPEP n'avaient plus le même impact qu'auparavant. Une manifestation claire en est que les trois réductions auxquelles a procédé cette organisation de façon unilatérale tout au long de cette année-là, lesquelles se sont élevées à 3,5 millions de b/j, n'ont pas pu arrêter la chute des prix. Les prix du pétrole qui se trouvaient au dessus de 30 dollars en novembre 2000 se sont trouvés autour de 18 dollars un an après, ainsi que le montre le graphique 5.

Il faut dire aussi, et cela est une différence importante par rapport à ce qui s'est passé en 1999, que la croissance de l'économie mondiale n'était plus la même en 2001, en particulier à cause de la récession de l'économie des USA. En 1999, on avait même assisté à une augmentation importante de la consommation de pétrole par rapport à 1998. Mais la portée insuffisante des mesures prises par l'OPEP au cours de l'année 2001 s'explique aussi par la place relative qu'a maintenant l'OPEP face aux pays exportateurs non membres de cette organisation. Les 11 pays membres de l'OPEP produisent autour de 40 % du pétrole mondial, mais quand on ajoute le Mexique, la Norvège et l'Oman, ce pourcentage s'élève à 56. Les exportations de l'OPEP représentent 60 % du total, mais quand on prend en compte les exportateurs non-OPEP, la Russie en particulier plus les autres mentionnés plus haut, ce pourcentage s'élève de façon drastique. Cela illustre l'importance qu'a une action concertée entre l'OPEP et certains pays non-OPEP sur le marché international.

C'est dans ce contexte que se situe l'importance relative que le Mexique a acquise sur le marché pétrolier. Celle-ci peut sembler surprenante, car en terme de volume le Mexique n'est aucunement un *swing produ-*

(10) Partido Revolucionario Institucional, parti officiel ou d'État jusqu'au 2 juillet 2000.



cer: il est même possible d'affirmer que le seul avantage du Mexique en relation avec les autres exportateurs, c'est sa proximité avec le marché des États-Unis, en particulier quand on sait que ses exportations sont principalement de brut lourd (11). Le Mexique oriente environ 85 % de ses exportations de brut vers les États-Unis et agit à l'égard de ce pays comme un fournisseur sûr, en particulier après le 11 septembre 2001, malgré les dispositions de l'ALENA dans ce domaine (12).

Au cours du dernier trimestre 2001, le Mexique s'est trouvé encore une fois dans une situation semblable à celle de 1998 (voir tableau 2): le prix du brut mexicain est descendu au dessous de 13 dollars, tandis que le prix adopté pour établir le budget était de 18 dollars. Le mélange mexicain accumulait à ce moment là une perte de 10 dollars environ en relation avec le niveau maximum des mois précédents, atteint au début du mois de septembre (23,94 dollars). Quant à la valeur des exportations de brut, elles se sont élevées ce même mois à 961 millions de dollars, le niveau le plus bas depuis octobre 1999. En comparaison avec le mois de septembre 2000, les revenus en provenance des exportations de pétrole ont

diminué de 463 millions de dollars, c'est-à-dire de 32,51 %.

Si les prix descendaient une fois de plus au dessous de 10 dollars, comme cela s'était passé début 1998, cela aurait été catastrophique pour les finances du pays. C'est pour cela que le Mexique, après quelques tergiversations, a répondu favorablement à la proposition que l'OPEP a faite aux pays non-OPEP, au milieu du mois de novembre 2001, de réduire son offre de 1,5 million de b/j en échange d'une réduction de 500 000 b/j de la part de ces derniers. En fin de compte, à l'occasion de la réunion du 28 décembre 2001, l'OPEP a décidé de réduire son offre dans les quantités signalées, à partir du 1^{er} janvier 2002, une fois qu'elle s'est assurée que cinq pays non-OPEP réduiraient la leur de 462 500 b/j (Russie, Mexique, Norvège, Oman et Angola). Le Mexique a accepté de participer en réduisant ses exportations de 100 000 b/j au cours des six mois suivants. Ses exportations devraient passer ainsi de 1,66 million de b/j à 1,56, une réduction significative pour le Mexique quand on sait qu'il avait annoncé un objectif de 1,71 million de b/j pour 2002.

Il est clair que l'action concertée entre l'OPEP et des pays non membres de cette organisation a contribué à empêcher un effondrement des prix après le pic passer dût aux événements du 11 septembre 2001. Mais il est aussi clair qu'il ne s'agit pas du seul facteur qui peut expliquer la hausse intervenue depuis cette date. Dans cette évolution qui a fait passer les prix de \$18/b (WTI) à \$25, et même au delà, au cours du premier trimestre 2002, d'autres facteurs et événements doivent être pris en compte, en particulier d'ordre politique. Parmi ceux-ci se trouvent: les événements au Venezuela (grève à PDVSA, échec du coup d'État contre le Président Chávez), l'aggravation du conflit israélo-arabe, l'embargo décidé par l'Irak, les suites du conflit en Afghanistan et les menaces contre l'Irak de la part des USA. Tous ces événements ont

introduit des éléments d'incertitude concernant la sécurité des approvisionnements pétroliers et ont mis en tension le marché.

3. Récapitulation: les raisons des évolutions des positions du Mexique

En 1998-1999, le Mexique a compris qu'il avait intérêt à chercher une coopération entre l'OPEP et des pays non-OPEP pour essayer de stabiliser les prix. En conséquence il s'est déclaré favorable à des accords pour peser sur les prix, en termes d'offre de pétrole, d'offre supplémentaire plus précisément. Quand Luis Téllez, ministre de l'Énergie du Mexique a rencontré début 1998 à Riyadh les ministres saoudiens et vénézuéliens pour décider le retrait de pétrole d'un marché excédentaire, c'était la première fois que le Mexique arrivait à un accord formel avec l'OPEP.

Il semble difficile de penser qu'en prenant l'initiative de ces mesures, le Mexique agissait en toute indépendance par rapport aux USA. Des prix bas du pétrole, d'ailleurs, affectent aussi l'industrie pétrolière de ce pays, en particulier les petits producteurs, et vont à l'encontre des objectifs concernant la sécurité énergétique de ce pays.

L'action concertée entre le Mexique et l'OPEP, dans un contexte de très bas prix, a pu être de fait considérée comme bienvenue

TABLEAU 2 : Cotations du brut du 28 septembre au 21 novembre 2001 (jours sélectionnés) (dollars/b)

DATE	BRENT	WTI	MÉLANGE MEX
28 SEPT	23,26	23,43	18,05
01 OCT	22,89	23,28	17,93
02 OCT	22,05	22,79	17,65
03 OCT	21,52	22,08	17,35
04 OCT	22,15	22,63	17,40
05 OCT	21,63	22,39	16,97
17 OCT	20,99	21,81	16,77
26 OCT	21,02	22,03	16,29
02 NOV	19,77	20,18	14,54
05 NOV	19,44	20,02	14,40
06 NOV	19,07	19,92	13,98
16 NOV	17,75	18,03	12,85
19 NOV	18,01	17,72	12,74
MAX.	23,26	23,43	18,05
MIN	17,75	17,72	12,74

Source: Pemex, IMP, Infosel

(11) En particulier le Maya (22 API; 3,4 % de S). La qualité du brut extrait par le Mexique s'est détériorée ces dernières années: la production du brut léger est passée de 1,5 b/j en 1997, à 1,2 million dans le premier semestre 2001. Ce phénomène a eu des conséquences sur la composition et la valeur des exportations. En 2001 le pourcentage des bruts exportés par le Mexique a été le suivant: Isthrmus (34 API; 1,2 % S): 6 %; Olmecca (39; 1,0 %): 20 %; Maya (22; 3,4 %): 74 %.

(12) Contrairement au Canada, le Mexique a conservé, en signant ce traité, le droit à déterminer ses niveaux d'exportation de pétrole sans garantir à ses partenaires, en particulier les États-Unis, un approvisionnement préférentiel.

II. — LES IMPLICATIONS POUR LE MEXIQUE DE L'OUVERTURE DES PAYS DE L'OPEP AUX COMPAGNIES PÉTROLIÈRES INTERNATIONALES

La sécurité de l'approvisionnement en pétrole retrouve une place prioritaire dans les objectifs des pays consommateurs, en particulier des États-Unis. En outre, compte tenu de la place que le Proche-Orient occupe dans les réserves mondiales et comme source majeure d'approvisionnement, des questions liées à la vulnérabilité géopolitique se retrouvent encore une fois au centre des préoccupations. Selon les estimations de l'IEA et d'autres sources, les années à venir seront marquées par une augmentation de la demande de pétrole qui exigera le développement de capacités de production importantes dans les pays OPEP et NOPEP, ainsi que la mobilisation de ressources financières colossales. Vu sous l'angle des pays consommateurs et des principaux acteurs de la scène énergétique, il semble évident qu'aucun pays ne restera en dehors d'un mouvement qui se déroulera à l'échelle planétaire. La plupart des pays de l'OPEP s'y préparent déjà en ouvrant largement leurs industries pétrolières.

Il est intéressant dans ce sens de rappeler les raisons de la privatisation de l'amont pétrolier des pays de l'OPEP (N. Ait-Laoussine, 2001) et les conséquences que cela peut avoir pour le Mexique. Ces pays ont dû faire face à une situation très difficile au cours de la décennie 1980, à cause des perturbations du marché pétrolier que l'OPEP n'est pas parvenu à stabiliser. Les chutes des prix intervenues à partir de 1982, et surtout de 1986, ont provoqué de graves difficultés financières dans ces pays qui ont alors cherché à augmenter leur capacité de production et leurs réserves en procédant à des investissements massifs en amont. Compte tenu de leurs contraintes, le recours aux capitaux et aux technologies étrangers s'est

par le gouvernement des États-Unis. Mais l'action de Téllez avait des limites: quand les prix augmentèrent, il s'est montré immédiatement très sensible aux pressions du voisin du Nord: il a précisé que s'il était bien en faveur de prix élevés et stables, ces derniers ne devaient pas atteindre des niveaux susceptibles de nuire à son économie. Il a changé même de leitmotiv: maintenir les prix élevés n'étaient pas favorables à la croissance de l'économie mondiale. Il ne s'est pas contenté de déclarations verbales: au cours du premier trimestre 2000, il a communiqué que le Mexique augmenterait sa production et ses exportations de façon unilatérale à partir du premier juillet 2000 pour contribuer à faire descendre les prix internationaux qui approchaient les 34 dollars. Vers la fin juin, le prix du « mélange mexicain » se trouvait au dessus de 26 dollars, avec une production de 3,04 millions b/j et des exportations de 1,675 million de b/j. C'est dans ce cadre que le ministre mexicain Téllez annonça que le Mexique augmenterait ses exportations de 75 000 b/j pour atteindre le chiffre de 1,75 million, la production atteignant ainsi le chiffre de 3,2 millions de b/j. Dans ses tournées dans les pays exportateurs, son message était maintenant que la production devait augmenter immédiatement. De fait, cherchant à éviter une hausse intolérable des prix, mais étant l'objet aussi de fortes pressions des États-Unis, l'OPEP a augmenté quatre fois ses quotas de production entre avril et novembre de l'an 2000, ce qui a fini par ramener les prix à 24 dollars à la fin de l'année.

Avec ces antécédents, suite au 11 septembre et à la baisse des prix qui s'est produite après une augmentation passagère, des spécialistes s'attendaient à ce que le Mexique s'aligne encore davantage sur les positions des USA et qu'il mette fin à sa concertation avec l'OPEP. Des spéculations ont été abondantes vers la fin de l'an 2001, avançant la possibilité que le Mexique refuse de contribuer aux réductions demandées par l'OPEP

aux pays exportateurs non membres de cette organisation. L'actuel PDG de PEMEX a déclaré d'ailleurs que PEMEX ne réduirait en aucune façon ses exportations.

Pour quelles raisons le Mexique a-t-il alors décidé de reprendre la coordination avec l'OPEP fin 2001 et d'accepter les réductions demandées? Cette décision ne semble pas être une manifestation d'indépendance ou d'une stratégie pétrolière de long terme, mais plus prosaïquement celle de l'existence de problèmes pour équilibrer le budget, suite aux difficultés du Président Fox pour faire approuver sa réforme fiscale et à celles résultant de la grave réduction des taux attendus de croissance de l'économie (0 % en 2001 et environ 1,5 % en 2002). Comme il a été signalé plus haut, les revenus fiscaux en provenance de PEMEX représentent encore plus d'un tiers des revenus du Gouvernement, un pourcentage en totale disproportion avec la place du pétrole dans l'économie, autant en termes de sa participation au PIB que des exportations totales. En fin de compte les urgences budgétaires ont pesé davantage dans la conjoncture que les nouvelles définitions dans le domaine des relations extérieures du Mexique dans le sens d'un plus grand rapprochement avec les positions des USA.

Le gouvernement mexicain ne semble donc pas avoir dans ce domaine une vision stratégique, mais plutôt des positions déterminées par des facteurs conjoncturels, sur lesquelles pèsent les priorités et urgences du ministère des Finances. C'est celui-ci qui fixe directement ou indirectement les principales décisions de politique pétrolière: combien de pétrole produire et exporter? À quel niveau doivent se trouver les contributions fiscales de PEMEX? Quels prix doivent avoir ses produits sur le marché interne? Une telle situation est une raison de plus pour penser que la relation avec l'OPEP, au lieu de représenter une option stratégique, répond à des urgences et à des déterminations conjoncturelles et pragmatiques.

imposé progressivement et, pour ce faire, ces pays ont dû procéder à des changements d'ordre juridique et institutionnel. Les compagnies pétrolières sont alors retournées dans des pays d'où elles avaient été chassées quelques années auparavant ou dans des pays qui avaient instauré des obstacles à leur intervention. De leur côté, ces compagnies avaient des raisons précises pour ce retour : la reconstitution de leurs réserves, la recherche de risques plus faibles pour leurs investissements, des coûts techniques de production bas.

Selon l'auteur cité, un résultat attendu de ce mouvement est le renversement d'une tendance constatée ces dernières années : la multiplication des investissements dans les zones de « pétrole cher » au détriment des investissements dans le « pétrole bon marché de l'OPEP ». Ainsi, une certaine convergence d'intérêts entre les pays de l'OPEP et les compagnies « devrait donc conduire normalement à une augmentation des investissements dans l'amont OPEP au détriment de la zone non-OPEP » (13). C'est pour cela que :

« (...) la privatisation de l'amont OPEP constitue un développement bénéfique pour l'Organisation et l'industrie pétrolière en général parce qu'il permettra à terme d'augmenter la production OPEP au détriment de la zone non-OPEP, ce qui devrait, en principe, renforcer la capacité de l'Organisation à réguler les cours pétroliers, ce qu'elle n'a pas été en mesure de faire, de façon continue au cours des vingt dernières années » (14).

Deux remarques : 1) quand l'auteur parle du renforcement de « la capacité de l'Organisation à réguler les cours pétroliers », il ne se pose pas de questions sur les implications – un thème peu étudié, par ailleurs, dans la littérature récente – qu'auront pour le fonctionnement de l'OPEP le retour en force des compagnies pétrolières et leur présence croissante dans la production et la capacité de production des pays

membres. 2) Il serait plus précis de dire « au détriment de certains pays non-OPEP », en particulier de pays dont l'industrie arrive à maturité, comme le Royaume-Uni ou la Norvège. D'autres, comme la Russie, essaient de leur côté d'intéresser les investissements étrangers en particulier en provenance des États-Unis. Pour certains, ce pays, vu son énorme potentiel, pourrait inquiéter l'OPEP (15), ce qui élargirait les marges de manœuvre des États-Unis.

Il est clair que pour les USA, l'ouverture de toutes les zones pétrolières constitue non seulement une ligne traditionnelle de sa politique internationale, mais un élément clé de la sécurité énergétique de ce pays, ainsi que le montre clairement le rapport du NEPDG [2001] (16). Cette ouverture est cherchée « tous azimuts » car : « Concentration of world oil production in any one region of the world is a potential contributor to market instability (...) Greater diversity of world oil production remains important » (17).

Et le Mexique ? Concernant la zone qui lui correspond de manière naturelle, c'est-à-dire l'Amérique du Nord, le thème principal pour les USA est celui d'une politique énergétique commune dans le sens d'une « approche qui considère toute l'Amérique du Nord comme un marché géant », selon la définition du vice-président Cheney.

On se souvient des expressions de George W. Bush lors du premier débat de la campagne présidentielle de l'an 2000 :

« Nous avons besoin aussi d'une politique énergétique hémisphérique dans laquelle le Canada, le Mexique et les États-Unis marchent ensemble. J'ai parlé récemment de cette question avec Vicente Fox (18) (...) et j'ai parlé avec lui de la meilleure façon de faciliter l'exploration du gaz naturel au Mexique et de le transporter aux États-Unis pour devenir moins dépendants des sources étrangères de pétrole brut ».

Mis à part la bonne nouvelle selon laquelle M. Bush ne considère plus le Mexique comme un pays étranger, du point de vue des États-Unis ou du développement de l'économie moderne globalisée, maintenir des secteurs fermés constitue une anomalie grave.

Le Canada, quant à lui, se trouve dans une situation de symbiose énergétique avec les États-Unis, ce qui semble être considéré par ce dernier comme un modèle pour l'intégration énergétique de l'Amérique du Nord. C'est peut-être pour cela qu'autant Bush que Fox ont mentionné lors de leur rencontre au Mexique au début de l'an 2001 : « we are speaking about the possibility of creating an energy policy that will be common to all the northern part of the country and into Canada, the United States and Mexico and part of Central America » (Fox) and « good energy policy is one that encompasses not only Mexico but Canada (...) so when we talk about an energy policy

(13) N.AIT-LAOUSSINE, 2001, p. 13.

(14) Ibidem.

(15) « Russia's petroleum revival has also coincided with the terrorist attacks of september 11, which have provided Moscow a chance to displace OPEC as the key energy supplier to the West (...) In political terms, energy resources can be used to buttress Moscow's goal of becoming a key partner of the United States ». Cf. MORSE Edward L., RICHARD J. [2002], p. 14. Cette question mériterait d'être analysée en profondeur en tenant compte de l'évolution possible des réserves, de la production et des exportations de la Russie et, plus particulièrement, de la flexibilité de ses capacités de production.

(16) Voir en particulier le chapitre 8 de ce rapport : « Enhancing National Energy Security and International Relationships ». On y lit en particulier : « We can strengthen our own energy security (...) by working cooperatively with key countries and institutions to expand the sources and types of global energy supplies » (p. 8-3). « Expanded trade and investment between oil importing and exporting nations can increase shared interests while enhancing global energy and economic security » (p. 8-6).

(17) Ibidem, p. 8-6.

(18) En ce moment Président élu du Mexique. La traduction de cette citation est de l'auteur (AVN).

at home, it is also in the context of Mexico and Canada » (Bush). Concernant le sous-sol mexicain George W. Bush a été assez clair: le moment est arrivé de finir avec « l'exception » mexicaine: « We talked about the possibility of exploration in Canada and the United States and Mexico ».

Dans ce cadre, les responsables gouvernementaux du secteur énergétique au Mexique, et de PEMEX en particulier, poussent depuis l'arrivée du nouveau gouvernement (fin 2000), pour obtenir une ouverture aux investissements privés, étrangers en particulier. Les arguments apportés tendent à montrer que PEMEX ne peut plus faire face aux investissements nécessaires pour l'expansion des réserves et de la production et que d'ici quelques années sa situation peut se retourner pour devenir un importateur net (19).

Compte tenu des contraintes constitutionnelles concernant la propriété des ressources du sous-sol, mais aussi l'exclusivité de l'État tout au long de la filière pétrolière, en particulier dans l'E&P, les efforts se sont focalisés jusqu'à maintenant sans succès dans l'amont gazier, visant des champs de gaz naturel non associé au pétrole. Considérant que le gaz n'a pas la même charge idéologique et politique, le Gouvernement a essayé de trouver un nouveau type de contrats qui n'aillent pas à l'encontre des dispositions constitutionnelles. Un exemple de ceux-ci serait le « multiple services contract »: étant donné que dans l'actualité les compagnies privées peuvent fournir des services à PEMEX, y compris de forage, ces mêmes compagnies devraient pouvoir lui apporter des services plus diversifiés « en paquet », sans toucher aux droits sur les réserves et les profits qui resteraient dans les mains de la compagnie nationale. Cependant, même dans ce domaine contractuel restreint – sans parler d'autres types de contrat, tels les *risk contracts* – une solution acceptable, qui n'entraîne pas de problèmes légaux, n'a pas encore été trou-

vée. En attendant une éventuelle réforme, ou tout du moins une plus grande clarté sur les actions qui peuvent être réalisées dans le cadre actuel, la situation semble bloquée, sans qu'une solution soit en vue dans un proche avenir. Comme le signale Adrian Lajous, à propos des contrats concernant le gaz naturel:

« Faire dépendre une partie importante de l'expansion de la capacité productive de gaz associé des contrats de services multiples entraîne des risques divers. En premier lieu ceux-ci devront respecter sans équivoque les lois concernées. Ceci n'est pas facile étant donné que le *corpus* de lois et des règlements en cours a été élaboré spécifiquement pour éviter que le paiement de services se fasse sur la base des résultats du projet ou des performances du *contractor*. Élaborer maintenant des contrats qui se situent dans les limites de l'espace légal et qui se séparent de l'esprit que le législateur lui a imprimé sera une tâche difficile, comme c'est le cas aussi pour la construction du consensus politique autour de ces contrats (...). Agir dans les limites de la loi implique des risques multiples pour les fonctionnaires de l'État engagés dans son administration et pour les entreprises qui signeraient ces contrats » (20).

La situation se situe donc à contre-courant des évolutions des pays de l'OPEP, lesquels ont procédé à une ouverture systématique aux compagnies pétrolières internationales. Cela relève de logiques et de facteurs, en particulier de type historico-institutionnel que nous avons étudiés ailleurs (A. de la Vega Navarro, 1997 et 1999), mais aura des conséquences si le Mexique veut garder une présence dans le marché international du pétrole. Probablement il approfondira son repliement sur son industrie nationale et sur son marché interne, fermés aux intérêts étrangers. Le Mexique n'aura plus à ce moment là à se soucier des relations avec l'OPEP, mais pourra-t-il dans ce cadre fermé, suivre le rythme des changements techniques et organisationnels et pourvoir efficacement en énergie un appareil produc-

tif profondément inséré dans la mondialisation? Pour l'actuel PDG de PEMEX c'est plutôt le « *collapse* » qui se trouve au bout d'une voie semblable, comme nous l'avons vu plus haut.

La réforme de l'ensemble du secteur énergétique constitue l'un des aspects centraux des transformations nécessaires pour arriver au nouveau type de développement dont a besoin le Mexique. Concernant l'industrie pétrolière, le « *collapse* » redouté par l'actuel PDG de PEMEX n'est pas la seule issue envisageable pour une industrie où peut se maintenir une entreprise publique pétrolière modernisée, dotée d'une plus grande autonomie et capable de nouer des relations nouvelles avec les principaux acteurs pétroliers internationaux. Au cas où certaines formes d'ouverture et d'internationalisation – deux processus qui peuvent converger – voient le jour, elles soumettront PEMEX à des changements sur lesquels il faut réfléchir dès maintenant, même de façon hypothétique. L'expérience du Venezuela est particulièrement importante, surtout du point de vue du comportement fiscal de son entreprise publique:

« The opacity of PDVSA's commercial policy has made it possible for the company to reduce its taxable income through the simultaneous transfer of rent to a low tax environment and the importation of costs to a high tax environment. Indeed, PDVSA's integrated operations are mainly

(19) Le PDG actuel de Pemex, R. Muñoz Leos, a dramatisé la situation il y a quelques mois en considérant un scénario qu'il a appelé « *collapse* »: « En conséquence de quoi, en partant d'une situation où nous sommes un exportateur pétrolier important, nous deviendrions un importateur net dans presque toutes les branches. Dans une telle situation, les exportations peuvent tomber vers 2006 à un niveau équivalent à 20 % seulement du niveau de l'an dernier (2000), une année de prix élevés, tandis que les importations se multiplieraient par deux ». Cf. discours cité plus haut.

(20) Adrián LAJOUS [2002], p. 5-6. Notre traduction de l'espagnol (AVN).

responsible for the staggering differences in its fiscal burden relative to that of its closest peer company, PEMEX. For instance, in 2000, PEMEX gross revenues (excluding excise taxes) came to USD 50,3 billion, and its fiscal contributions to the Mexican government (excluding excise taxes) amounted to USD 29 billion. In the same year, PDVSA's gross revenues reached USD 53,6 billion, but its fiscal contributions amounted to only USD 11,23 billion. The latter figure represents only 41 per cent of the record oil export revenues (USD 27,3 billion) that PDVSA obtained during that year » (J.-C. Boué et L. Figueroa [2002] pp. 172-173).

III. — CONSIDÉRATIONS FINALES

Les pays exportateurs de pétrole ont intérêt à une plus grande stabilité et prédictibilité des prix; pour parvenir à cela, des actions concertées entre l'OPEP et les non-OPEP s'avèrent nécessaires. Le Mexique, après avoir

bénéficié des mesures prises unilatéralement par l'OPEP pour réduire sa production, ce qui a conduit cette Organisation à maintenir ainsi une forte capacité de production non utilisée, a décidé d'assumer sa part de responsabilité en acceptant de réduire ses exportations depuis 1998 dans des conjonctures où les prix sont tombés très bas. Ayant obtenu la collaboration d'autres pays exportateurs non-OPEP avec des résultats satisfaisants, la démonstration a ainsi été faite que les baisses radicales des prix s'expliquent en bonne partie par les difficultés de la coopération entre l'OPEP et les exportateurs non-OPEP. Le pouvoir de régulation du marché que peut avoir l'OPEP – « the most important regulatory body of world petroleum markets », selon la définition d'Alí Rodríguez [2002] – est maintenant un pouvoir partagé avec des pays non-OPEP.

Cependant, le retour des grands acteurs internationaux dans les pays de l'OPEP et certains non-OPEP ne facilitera pas le renforcement de cette coordination: on est loin des situations qui pouvaient théoriquement exister dans le cadre créé lors des nationalisa-

tions des années 1970. Dans ce cadre, compte tenu de l'existence de monopoles d'État dans la plupart des pays membres, la décision d'augmenter ou de réduire la production pouvait être considérée comme une décision politique. Maintenant, ainsi qu'on le constate avec les difficultés de la participation de la Russie aux actions de l'OPEP, on doit tenir compte de l'émergence d'acteurs privés. Ces difficultés se présenteront de plus en plus, non seulement à cause de la présence croissante d'acteurs privés internationaux, mais aussi des différences entre les entreprises publiques pétrolières des pays exportateurs, du point de vue de leur autonomie vis-à-vis de leurs États respectifs, de leurs cultures d'entreprise et du type de relations qu'elles ont avec les compagnies pétrolières internationales. À tous ces égards, par ailleurs, PEMEX se présente comme un cas à part: au delà des problèmes concrets auxquels elle se voit confrontée actuellement – tel le remplacement adéquat de ses réserves – c'est le défi d'une stratégie de survie minimale qui se pose de façon urgente à cette entreprise publique, en particulier concernant ses relations fiscales avec le Gouvernement ■

BIBLIOGRAPHIE

AIT-LAOUSSINE Nordine [2001], « Privatisation de l'amont pétrolier dans les pays producteurs », *Medénergie*, n° 1, octobre.

BOUÉ Juan Carlos, FIGUEROA Liliana [2002], « The Market for Heavy Sour Crude Oil in the Gulf Coast: The Pemex/PDVSA Duopoly », Oxford Institute for Energy Studies, SP 13, January, 215 p.

CLAES Dag H. [2001], « The Politics of Oil-Producer Cooperation », Westview Press, 407 p.

DE LA VEGA NAVARRO Angel [1997], « La transnationalisation de l'industrie pétrolière et le décalage mexicain », *Revue de l'Énergie*, Paris, janvier.

DE LA VEGA NAVARRO Angel [1999], « La evolución del componente petrolero en el desarrollo y la transición de México », Programa Universitario de Energía, UNAM, 377 p. + annexe statistique.

DOMÍNGUEZ VARGAS Guillermo [2002], « Presente y Futuro de la Exploración y Producción en México »,

IV Congreso de la Asociación Mexicana para la Economía Energética, juin.

ISMAIL I.A.H. [1998], « Major concerns in OPEC and Non-OPEC relations », *International Journal of Global Energy Issues*, Vol. 10, n° 1, pp. 1-21.

LAJOUS VARGAS Adrián [2002], « Financiamiento de la inversión en la industria petrolera mexicana », document présenté dans la table ronde « Environnement et financement du secteur », IV Congreso de la Asociación Mexicana para la Economía Energética, juin.

MABRO Robert [1998], « OPEC Behaviour 1960-1998: A Review of the Literature », *The Journal of Energy Literature*, Vol IV, n° 1, June, pp. 3-27.

MOMMER Bernard [2002], « Global Oil and The Nation State », Published by the Oxford University Press for the Oxford Institute for Energy Studies, 255 p.

MORSE Edward L., RICHARD James [2002], « The Battle for Energy Dominance », *Foreign Affairs*, March/April 2002.

NATIONAL ENERGY POLICY DEVELOPMENT GROUP (NEPDG) [2001], « Reliable, Affordable, and Environmentally Sound energy for America's Future », Report, US Government Printing Office.

RODRÍGUEZ ARAQUE Alí [2002], « The Future of OPEC: New Realities, New Challenges », lettre ouverte adressée aux ministres participant à la conférence extraordinaire du 26 juin 2002, Middle East Economic Survey, Vol. XLV, n° 26, 1er juillet.

Sources Statistiques:

Pemex, Statistical Yearbook 2001, Mexico, 58 p.

« México. Country Profile », <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/mexico.html>

EIA, « Non-OPEC Fact Sheet », June, 2002. <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/nonopec.html>